

GNAU

26 AOUT 2025

COMMUNE DE WALTENHEIM

Dossier n° DP 68357 25 0008

date de dépôt : 27/06/2025

date d'affichage de l'avis de dépôt de la demande en  
mairie : 22.06/25

demandeur : DUBOULOZ-MONNET Fabrice

pour : Pose d'un abri de jardin sur une dalle béton  
existante localisée en fond de jardin,

adresse du terrain : 3 Rue de la Carriere  
68510 Waltenheim

**ARRÊTÉ**  
**de non-opposition à une déclaration préalable**  
**au nom de la commune de WALTENHEIM**

La Maire de WALTENHEIM,

Vu la demande de déclaration préalable présentée le 27/06/2025 par DUBOULOZ-MONNET Fabrice demeurant 3 rue de la Carrière à 68510 WALTENHEIM ;

Vu l'objet de la déclaration :

- pour la pose d'un abri de jardin sur une dalle béton existante localisée en fond de jardin, à l'opposé du côté de l'entrée de l'habitation située le long de la RD19bis, c'est à dire la rue de la Carrière. La surface utile de cet abri de jardin est supérieure à 5,00 m<sup>2</sup> ;
- sur un terrain situé 3 Rue de la Carriere - 68510 Waltenheim ;
- pour une surface de plancher créée de 5,34 m<sup>2</sup> .

Vu le Code de l'Urbanisme ;

Vu l'arrêté municipal n° 2022/01 du 27/04/2022 portant règlement des constructions ;

Vu les pièces fournies en date du 25/07/2025 ;

Vu l'avis favorable du préfet en date du 18 août 2025 ;

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable.

Fait à WALTENHEIM, le 26/08/25  
La Maire  
Valérie KUNTZ



Valérie KUNTZ  
Madame la Maire  
Mairie de Waltenheim

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** A cet effet, il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

**Durée de validité :**

Conformément à l'article R424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de l'autorisation est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Il en va de même en cas de recours contre une décision prévue par une législation connexe donnant lieu à une réalisation différée des travaux dans l'attente de son obtention.

Conformément aux articles R424-21 et R424-22 du code de l'urbanisme, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable peut commencer les travaux** après avoir installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet.

Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A424-15 à A424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers.

Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires de l'autorisation au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire(s) de l'autorisation et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L 242-1 du code des assurances.